



République du Rwanda



Ministère de l'Éducation



Union Africaine

## Communiqué de presse

Pour publication immédiate

### **Les partenaires de l'éducation doivent revoir leurs priorités, leurs stratégies et leurs objectifs pour l'après 2015 – déclare la Conférence de Kigali**

La conférence qui vient juste de se terminer dans la capitale rwandaise, Kigali, mercredi 11 février 2015 a demandé à tous les partenaires de l'éducation en Afrique de revoir leurs priorités, leurs stratégies et leurs objectifs pour l'après 2015 dans un contexte caractérisé par de nouvelles perspectives et des défis émergents. Les participants à la conférence ont approuvé l'objectif primordial qui vise à « Assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

Dans le document final émis mercredi 11 février 2015, les ministres africains de l'Éducation ont mis en évidence le rythme inégal des progrès accomplis dans le domaine de l'éducation à travers le continent et identifié les domaines prioritaires à cibler après 2015. Citons notamment un accès équitable et inclusif à l'éducation pour tous et les questions relatives à l'inclusion, l'équité et l'égalité entre les sexes. Les participants ont souligné la nécessité de politiques globales sur les enseignants dans les nations africaines et ils ont appelé à « une action concertée pour accroître les investissements pour le recrutement, la formation, le déploiement, la gestion, l'évaluation, le développement professionnel continu et l'amélioration du bien-être des enseignants à tous les niveaux d'enseignement, formel et non formel ».

La conférence a jugé que les améliorations dans la profession enseignante et les enseignants étaient vitales pour améliorer la qualité de l'éducation et les possibilités d'apprentissage. Les participants à la conférence ont félicité les chefs d'État et de gouvernement de l'UA de la décision prise au Sommet de Malabo qui a demandé la réalisation d'une étude portant sur la formation, la vie et les conditions de travail des enseignants en Afrique. Ils ont invité les décideurs politiques, les organisations enseignantes et les parties prenantes de l'éducation à instaurer un dialogue social permanent et constructif afin d'améliorer les conditions de travail des enseignants, d'accroître la responsabilisation mutuelle et de promouvoir des environnements d'apprentissage sûr, paisible et productif. En outre, les participants à la conférence ont demandé des innovations en matière de formation des enseignants et de pratiques pédagogiques qui incluraient l'utilisation des nouveaux médias et des technologies de l'information et la communication (TIC).

L'importance de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pour le développement durable a été mise en avant et dans son sillage, la conférence a décidé de soutenir les politiques et la planification intégrant la dimension genre ; d'intégrer les questions relatives au genre dans la formation des enseignants ; de faire cesser les violences à l'égard des filles, les grossesses non désirées et les mariages précoces ; de réduire les comportements sexuels à risque et le VIH/Sida à travers une éducation à la santé reproductive adaptée à l'âge ; de s'attaquer aux pratiques culturelles néfastes ; de s'assurer que les filles restent à l'école jusqu'au cycle supérieur, soutenues entre autres par des programmes d'alimentation et de nutrition ; les toilettes, la santé et des écoles secondaires accessibles et l'offre de bourses d'études ; de relier les programmes d'alphabétisation des femmes aux droits des femmes, au leadership, à la santé, à la nutrition, à la paix et à la sécurité, aux compétences entrepreneuriales, etc. ; de garantir des environnements d'apprentissage sensibles à la dimension genre.

La conférence a considéré la qualité de l'éducation et les résultats d'apprentissage comme des questions urgentes et a demandé la mise en place de politiques, de stratégies et de cadres juridiques pour fournir des ressources, définir des normes, promouvoir le multilinguisme et l'utilisation des langues africaines, effectuer un suivi approprié des résultats d'apprentissage et étudier les approches novatrices incluant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. La conférence a également appelé au renforcement du leadership et de la gouvernance scolaires qui impliqueraient les communautés tout en garantissant des environnements d'apprentissage sûrs et exempts de violence, inclusifs et qui intègrent la dimension genre.

Les participants ont aussi appelé au renforcement de la science, la technologie et du développement des compétences pour l'innovation, la créativité, l'entrepreneuriat et l'employabilité, en accordant une attention accrue aux jeunes, aux filles et aux groupes marginalisés. La conférence a aussi reconnu l'importance des systèmes autochtones de savoir et s'est engagée en faveur de la promotion et l'inclusion du développement, de l'utilisation et de la diffusion des sciences autochtones dans les systèmes éducatifs. A cet effet, les participants à la conférence ont demandé à toutes les parties prenantes de l'éducation en Afrique de renforcer la recherche, l'enseignement et l'apprentissage de la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, à tous les niveaux de l'enseignement, y compris les sous-secteurs formel, non formel et informel « en établissant des liens dynamiques avec les secteurs social, productif et des services ».

Ils ont aussi appelé à une transformation globale de l'Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et des systèmes d'enseignement supérieur, en donnant la priorité à la qualité, la coopération régionale en vue de programmes communs, la reconnaissance et le transfert des crédits et la souplesse en matière d'admission et de réadmission des étudiants dans le monde du travail et la formation continue. La conférence a également demandé l'élaboration de mécanismes qui garantiront l'assurance qualité et la comparaison des progrès aux niveaux nationaux et régionaux, en veillant à la correspondance du marché du travail avec les compétences acquises et au renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT) liés aux plans nationaux de développement des ressources humaines.

Reconnaissant la globalisation et l'interconnexion progressives du monde et confronté aux problèmes humains et environnementaux émergents qui créent des conditions et des tensions qui nécessitent une coopération et une harmonie plus importantes entre l'humanité et la nature, la conférence a en outre reconnu l'importance de l'éducation à la citoyenneté

mondiale (ECM) pour promouvoir le développement de valeurs, d'attitudes et de compétences nécessaires pour un monde plus pacifique, juste, inclusif et harmonieux. Les participants ont demandé l'institutionnalisation de (éducation en vue du développement durable) l'EDD-ECM à travers l'éducation formelle, non formelle et informelle par : a) la promotion d'une approche humaniste de l'éducation (esprit Ubuntu) qui renforce entre autres le respect de soi, des autres et de la planète, b) l'implication de toutes les parties prenantes pour promouvoir l'agenda de l'EDD-ECM, c) l'utilisation des protocoles régionaux existants et des initiatives régionales en cours pour promouvoir l'agenda de l'EDD-ECM, d) l'examen et l'intégration des composantes de l'EDD-ECM dans toutes les matières à tous les niveaux de l'enseignement.

La conférence a noté que le pourcentage élevé des jeunes est un atout potentiel pour la transformation de l'Afrique. Cependant, étant donné les niveaux élevés d'analphabétisme des adultes et des jeunes, en particulier des filles et des femmes, et le nombre considérable d'enfants et de jeunes non scolarisés, la conférence a appelé les parties prenantes à s'assurer que tous les jeunes et les adultes, en particulier les femmes, aient accès à l'apprentissage continu tout au long de la vie et à l'alphabétisme fonctionnel, la numératie et les compétences requises pour la vie et le travail si l'on veut que le dividende des jeunes assure le rendement promis. De plus, il est impératif que les gouvernements et les parties prenantes créent davantage de programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes attractifs et pertinents pour le contexte africain.

La conférence a fait observer que le gouvernement assume la responsabilité principale du financement efficient, équitable et durable de l'éducation. Elle a reconnu l'investissement limité dans l'éducation, la faiblesse de la gouvernance et des structures administratives des systèmes éducatifs et s'est engagée à renforcer la gouvernance financière et à accroître l'affectation nationale des ressources et la mobilisation interne de ressources en faveur de l'éducation, en ciblant particulièrement les sous-secteurs qui manquent de ressources, notamment l'EPPE, l'alphabétisme des jeunes et des adultes, l'EFTP et l'enseignement supérieur, entre autres. Les recommandations formulées à cet égard ont inclus le respect des limites internationalement reconnues d'au moins 6% du PIB et de 20% des dépenses publiques à l'éducation ainsi que l'utilisation efficiente et le ciblage équitable de ces ressources.

La contribution du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) pour combler le déficit de financement a été reconnue par la conférence et un appel a été lancé pour élargir les domaines de soutien à la réalisation des objectifs de l'éducation post-2105. Un autre appel a été lancé aux partenaires du développement pour qu'ils s'engagent à nouveau à accroître, à mieux cibler et à coordonner l'aide publique au développement conformément aux priorités et plans éducatifs régionaux et nationaux.

La conférence a exprimé son engagement de promouvoir le rôle des organisations de la société civile au sein d'une coalition travaillant sur l'éducation en Afrique. À cet égard, les participants ont approuvé l'utilisation de systèmes et de mécanismes de gouvernance ouverts et transparents pour la surveillance, la déclaration et la responsabilisation budgétaires en vue d'une utilisation efficiente des ressources.

Cette conférence a été le point culminant des discussions menées depuis deux ans sur les nouveaux objectifs et cibles mondiaux de l'agenda de l'éducation post-2015 et prépare le

terrain pour le Forum mondial de l'éducation à Incheon en République de Corée, prévu en mai 2015, et l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2015.

Les consultations déjà organisées ont abouti à des accords significatifs parmi lesquels l'Accord de Mascate, le Document final de l'Assemblée générale des Nations unies, le Groupe de travail ouvert (GTTO) pour les objectifs de développement durable, la Position commune de l'Afrique post-2015 (PCA) et l'Agenda 2063 de l'Afrique et les examens et les initiatives nationales de l'Éducation pour Tous.

Les participants à la conférence ont appelé les organismes de NU, les partenaires du développement, les organisations de la société civile, les représentants des jeunes et le secteur privé sous la direction de l'UNESCO et de l'Union africaine à maintenir la dynamique pour finaliser un Agenda et un Cadre d'action de l'éducation post-2015 complet et bien coordonné.

#### **Contacts avec les médias :**

M. Lawalley Cole, Coordonnateur, Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (GT COMED), Email : [l.cole@afdb.org](mailto:l.cole@afdb.org)  
*Tél. : +216 7110 3503*

Mme. Juliette Nyiraneza, Responsable des relations extérieures et de la communication, Ministère de l'Education, Kigali, Rwanda, Email: [juliettenyiraneza@gmail.com](mailto:juliettenyiraneza@gmail.com)  
*Tel.: +250 788755631*

Mme. Anne Muller, Gestionnaire de KMS, UNESCO, Bureau régionale pour le Sahel, Dakar, Sénégal, Email: [a.muller@unesco.org](mailto:a.muller@unesco.org)  
*Tel.: +221 33 869 96 00*